

REPUBLIQUE TOGOLAISE



# Agence Togolaise de Presse

## BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

19 juin 2024

### LE PNUD LANCE LE RAPPORT SUR L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2023-2024 A LOME



La ministre Sandra Johnson (à droite) recevant le rapport de PNUD

Lomé, 19 juin (ATOP) – La ministre, secrétaire générale de la présidence de la République, Mme Sandra Ablamba Johnson a présidé, le mardi 18 juin à Lomé, la cérémonie de lancement du Rapport du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain (RDH) 2023-2024.

Ce rapport, intitulé « Sortir de l'impasse : repenser la coopération dans un monde polarisé », met en lumière le

contexte dans lequel se trouve l'ensemble des pays du monde étroitement interconnectés, les défis communs et interdépendants à l'échelle mondiale.

Afin de présenter les constats, enseignements et recommandations tirés de ce rapport dans le contexte de la mise en œuvre de la feuille de route Togo 2025, le ministère de la Planification, du Développement et de la Coopération en collaboration avec le PNUD a initié cet événement.

Pour le Togo, ce rapport souligne un progrès remarquable à l'instar des rapports précédents. Il renseigne que l'Indice de développement humain (IDH) du Togo est passé de 0,539 en 2021-2022 à 0,547 en 2023-2024. En conséquence, le Togo est classé pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive, 1<sup>er</sup> dans l'espace UEMOA et 4<sup>ème</sup> cette année dans la CEDEAO après le Cap-Vert, le Ghana et le Nigéria. Le Togo a fait clairement le choix d'un développement centré sur l'humain, mentionne le rapport.

La ministre Sandra Johnson a rappelé que l'IDH du Togo est en perpétuelle évolution, preuve des efforts d'investissements du gouvernement dans les secteurs sociaux. Pour illustration, dit-elle, l'IDH est passé de 0,484 en 2014 ; à 0,513 en 2018 ; à

0,539 en 2021/2022 puis à 0,547 en 2023/2024, soit une progression de 13% entre 2014 et 2023/2024.



*Vue partielle des participants*



*La ministre Sandra Johnson (milieu) préside la cérémonie*

Avec cette belle performance, le Togo est en bonne voie pour franchir le seuil de la catégorie de « développement humain moyen » égal à 0,550, stipule-t-elle.

La représentante résidente du PNUD au Togo, Mme Binta Sanneh a salué les efforts du Togo malgré les défis globaux. Le Togo, dit-elle, a poursuivi des réformes économiques en faveur de l'amélioration du climat des affaires et de la mise en œuvre de politiques publiques orientées vers le développement inclusif. Elle a réitéré l'engagement du PNUD à accompagner le Togo dans l'atteinte de ses objectifs. ATOP/GMM/KYA

## ECHOS DE LA CAPITALE

### DEUXIEME REUNION INTERGOUVERNEMENTALE SUR LA SECURITE NATIONALE



*Les officiels et les participants*

**Lomé, 19 juin (ATOP)** - Des délégués des gouvernements du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo sont pour une seconde fois en réunion de dialogue régionale sur la sécurité nationale, la protection des réfugiés et le pastoralisme, les 19 et 20 juin à Lomé. Cette année, le Burkina Faso a été invité à participer aux discussions.

La rencontre est organisée conjointement par le gouvernement togolais et le Haut-Commissaire des Nations Unies

pour les réfugiés. Elle a pour thème : « Sécurité nationale, protection des réfugiés et pastoralisme ». L'objectif global du dialogue est de favoriser le dialogue intergouvernemental sur la manière dont les États de la région respectent leurs obligations internationales en matière de protection des réfugiés tout en répondant aux préoccupations et aux priorités en matière de sécurité nationale.

La particularité de cette édition est d'approfondir les questions relatives au pastoralisme qui interagissent avec les questions de protection internationale des réfugiés et de sécurité nationale. Il s'agit aussi, notamment de développer une compréhension commune de l'impact des déplacements forcés sur les communautés pastorales du Sahel

central qui sont impliquées dans le pastoralisme de transhumance dans les pays côtiers et les motivations ayant poussé des populations pastorales à fuir le Sahel Central; de développer une compréhension commune des principales questions à traiter du point de vue des pays d'asile afin de maintenir la sécurité nationale tout en assurant une protection efficace pour tous les réfugiés qui arrivent, y compris la coexistence pacifique et la gestion du bétail et Partager les bonnes pratiques et les approches applicables à la région ainsi qu'élaborer un plan d'action pour traiter les questions clés, en soulignant le soutien nécessaire de la part des parties prenantes concernées. Les discussions vont également portées sur les conditions d'entrée et d'accueil des réfugiés éleveurs, leur famille et leur bétail afin de préserver la sécurité des populations et favoriser l'importance de la coexistence. Des thèmes, tels que le réseau bilatéral Maroobé; les résultats de l'enquête succincte et les considérations juridiques seront également développés.



*La ministre Apedoh-Anakoma ouvrant les activités*



*L'assistance*

La ministre en charge de l'Action sociale, Mme Adjovi Lolonyo Apedoh-Anakoma représentant son collègue en charge de la Sécurité a indiqué que dans le contexte sous régional empreint à des risques majeurs de conflits et d'attaques terroristes, les pays précités ont l'impérieux devoir de dialoguer et d'échanger les expériences et les idées dans le souci de garantir la paix et la sécurité des populations dans le respect des instruments juridiques internationaux. « Dans cette perspective, certaines thématiques qui sont sources d'insécurité doivent retenir notre attention, à l'exemple du pastoralisme qui, non seulement est un facteur de développement économique, mais en même temps, une source de menace pour la sécurité nationale et de conflit intercommunautaires, » a dit la ministre.

Le directeur adjoint du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Xavier Creach a rappelé qu'au cours de la première réunion qui s'est tenue les 21 et 22 mars dernier à Lomé, toutes les délégations gouvernementales avaient réaffirmé leur engagement à continuer d'accueillir et de protéger les réfugiés déplacés de force. Il a souligné que le pastoralisme associé à l'afflux de réfugiés accompagnés de leur bétail, a été identifié comme un facteur de préoccupation pour les Etats et les communautés hôtes. M. Creach a réitéré la volonté du HCR de continuer à travailler avec les Etats pour remplir leurs obligations en matière de réfugiés de manière adéquate et conforme à un contexte dans lequel ils doivent également répondre aux impératifs de sécurité.

ATOP/SED/MG



# NOUVELLES DES PREFECTURES

## DOUFELGOU/ GESTION DURABLE DES TERRES :

### **DES ACTEURS LOCAUX DE LA KARA PRENNENT CONNAISSANCE DES BONNES PRATIQUES A BAGA**



**Niamtougou, 19 juin (ATOP)** - Un atelier de formation sur les bonnes pratiques de gestion durable des terres et des écosystèmes se tient du 18 au 25 juin à Baga (commune Doufelgou 1) au profit de 25 acteurs locaux des sept préfectures de la région de la Kara.

L'atelier est à l'actif du ministère de l'environnement et des ressources forestières avec l'appui technique et financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du PNUD. Il entre dans

*Les participants attentifs aux explications du formateur débout*

l'élaboration et la mise en œuvre de la composante 2 du projet "Gestion durable des terres et des écosystèmes des zones semi-arides au nord du Togo (GDTE)". Cette composante se veut un renforcement des investissements durables pour la restauration des terres et des paysages forestiers dégradés et de protection de la biodiversité dans les grands espaces agro-sylvo-pastoraux au Nord Togo.

Le but est de mieux outiller les acteurs locaux pour plus de productivité des terres et des écosystèmes, de conservation de la biodiversité, de l'accroissement de la capacité de séquestration du carbone et de contribution au bien-être des populations locales.

Les participants seront instruits sur entre autres modules, la fabrication des biofertilisants liquides, fabrication des bio-intrants (Appichi et Bokashi), défense et restauration des sols, l'agriculture durable et le changement climatique. Ils prendront également connaissance des éléments succincts pour la gestion de la pépinière, de la plantation forestière, de l'agroforesterie, de la fabrication du charbon écologique et de la forêt et changement climatique.

Le Cdt Kpabeba Madjoulba Madaaté, promoteur du projet GDTE, et spécialiste en gestion durable des terres et écosystèmes, a relevé que le projet permettra d'augmenter le taux de couverture végétale des zones semi-arides du Nord Togo et d'amener les populations à prendre conscience du changement climatique en adoptant des mesures novatrices dans leur productivité avec moindre utilisation de pesticides et d'intrants chimiques.

Les participants sont appelés à développer de bonnes attitudes pour mieux s'imprégner des connaissances qui seront données par des experts en la matière.

D'autres acteurs de la région des Savanes bénéficieront de la même formation la semaine prochaine. ATOP/SG/TAL/BA

## ÉDUCATION :

### **UN BATIMENT SCOLAIRE INAUGURE A L'EPP KADJALLA-B**

**Niamtougou, 19 juin (ATOP)** - Un bâtiment scolaire, flambant neuf équipé de tables-bancs, de tables et de chaises a été inauguré, le mardi 18 juin à l'EPP Kadjalla-B, dans la commune Doufelgou 3.

Cette nouvelle infrastructure scolaire est réalisée par l'ONG Humanity First Belgium VZW en collaboration avec Jama'at Islamique Ahmadiyya, sous la supervision de la branche togolaise de Humanity First. La réalisation de cet ouvrage financée à environ 7 millions de francs CFA, a été possible grâce aux MM. Muhammad Rafe Qurashi et Amtul Naseer Saleh.



*Vue partielle du nouveau bâtiment*

L'ouvrage dont l'objectif est de donner aux apprenants les meilleures conditions d'apprentissage en les préservant d'éventuelles intempéries naturelles, comprend trois salles de classes équipées de tables-bancs, de tables et de chaises. Il permettra aussi d'améliorer la qualité de l'éducation et le bien-être des riverains, d'offrir à cette école un cadre plus approprié et sécurisé, puis d'encourager la scolarisation des enfants dans le canton de Kadjalla.

Les donateurs ont témoigné leur gratitude aux acteurs qui ont contribué pour la réalisation de ce joyau qui, désormais, va mettre les écoliers à l'abri des aléas climatiques. Ils ont invité les bénéficiaires à faire bon usage de l'ouvrage afin qu'il profite aux générations futures.

L'adjoint au maire de la commune Doufelgou 3, Koubatine Bataka, le chef canton de Kadjalla, Kpassira Adjana et le directeur de l'EPP Kadjalla-B, Alagbo Kossivi Hosé ont remercié leurs bienfaiteurs, l'ONG Humanity First et ses partenaires pour leurs multiples actions au Togo en général et dans la commune Doufelgou 3 en particulier. Pour eux, ce joyau va non seulement mettre les enfants dans les conditions optimales d'apprentissage mais aussi créer en eux l'envie d'aller à l'école. Ils ont saisi l'opportunité pour rendre un hommage au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour sa politique de l'éducation pour tous, de paix et de sécurité.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence des bénéficiaires directs et parents d'élèves, des autorités communales, des chefs traditionnels, ainsi que du corps enseignant et des forces de défense et de sécurité de la préfecture de Doufelgou. ATOP/SG/GMM

## AGRICULTURE :

### **DES ENSEIGNANTS FORMATEURS DES CENTRES DE FORMATIONS AGRICOLES ET RURALES RENFORCENT LEURS COMPETENCES**

**Niamtougou, 19 juin (ATOP)** - Des enseignants formateurs des centres de formations agricoles et rurales (CFAR) renforcent leurs capacités en production animale du 18 au 22 juin à Baga, dans la commune Doufelgou 1.

Cette session de formation est organisée par le ministère délégué chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle en collaboration avec le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnel (FNAFPP). Elle a bénéficié de l'appui financier de la coopération allemande à travers la KfW. La formation entre dans l'exécution du 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> phases du programme dénommé "Programme de formation technique et professionnelle et emploi des jeunes" (PAFPE). Les bénéficiaires sont venus de cinq (05) centres de formations agricoles et rurales (CFAR) cibles, notamment le CRETFP Dapaong, ASEDA de Kantè, le CIDAP de Baga, le CFTP de Tchamba et de Gamé. L'objectif est de renforcer les compétences et savoir faire

des enseignants formateurs des centres CFAR, sur la pédagogie et les pratiques d'enseignement en production animale.



Les participants en salle suivant l'intervention du...



...coordonnateur Laré (au micro) à l'ouverture des travaux

Il s'agira de les outiller sur les méthodes pédagogiques (théoriques et pratiques) de la production animale et de les doter des techniques andragogiques nécessaires pour mieux transmettre leurs connaissances aux apprenants en conduite des principaux élevages pratiqués par ces centres.

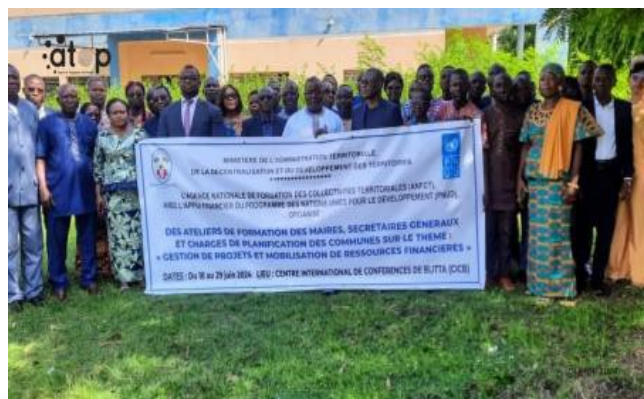
Deux modules sont inscrits au programme de la formation : l'élevage des volailles (logement, alimentation, sélection, reproduction, santé, biosécurité, conduite de l'élevage de chair et pondeuses des volailles) et les aspects économiques de l'élevage (dépenses de production, sélection et production).

Le chef d'inspection de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de Kara, Ganda Ydora a indiqué que cette formation répond au nouveau contexte orienté vers la formation par alternance, conforme aux réalités des activités pratiques. « C'est l'occasion de partager avec les enseignants formateurs, les outils et connaissances nécessaires afin de produire un effet multiplicateur dans leurs centres respectifs. » a dit M. Ganda. Il a enfin exhorté les bénéficiaires à participer activement aux travaux pour tirer le maximum de profits afin que la production animale au Togo connaisse un succès. ATOP/SG/TAL/MG

## DES ACTEURS COMMUNAUX RENFORCENT LEURS CAPACITES A BLITTA

**Blitta-gare, 19 juin. (ATOP)** – Un atelier de formation sur la gestion des projets et la mobilisation des ressources financières s'est ouvert le mardi 18 juin à Blitta. Il réunit des élus locaux et leurs collaborateurs de quinze préfectures du Togo.

Cet atelier est organisé par l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT), avec l'appui financier du Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Il s'inscrit dans le cadre du lancement des séries de formation des acteurs communaux des cinq régions du pays, sur la gestion des projets et la mobilisation des ressources financières. La présente rencontre connaît la participation des maires, secrétaires généraux et chargés de planification des communes Agoè-Nyivé 1, Golfe 1 et 6, Zio 2, Vo 4, Yoto 3, Kloto 3,



Les participants



Akébou 1, Tchamba 2, Kozah 3, Binah 2, Oti-sud 2, Kpendjal ouest 1, Kpendjal 2 et Blitta 1.

L'objectif est d'outiller davantage ces acteurs impliqués dans la conception et la gestion des projets de développement des communes sur les notions de projet de développement local et du cycle de vie de projet. Il s'agit aussi de leur faire comprendre et appliquer la Gestion axée sur les résultats (GAR) aux projets de développement des communes. Il sera en outre question de les amener à maîtriser les outils de gestion pragmatique et financière des projets financés par les bailleurs de fonds.

Durant trois jours, la rencontre va permettre aux participants d'être éclairés davantage sur l'élaboration et la gestion des projets, ainsi que les stratégies de mobilisation des ressources financières. D'autres modules relatifs aux projets de développement communal seront également abordés.

Le préfet de Blitta, Batossa Boukari a salué cette formation qui permettra d'outiller davantage les participants afin de les rendre plus compétents dans les exercices de leurs fonctions. Il a exhorté ses interlocuteurs à être attentifs afin d'assimiler les différents modules.

Le directeur général de l'ANFCT, Denyo Dodzi Komi a souligné que cette rencontre est la 1<sup>ère</sup> session des séries de formation programmées au niveau de l'agence, et qui visent à faire connaître aux participants les différentes sources de financement disponibles. Selon lui, c'est aussi une manière de mettre ensemble les élus locaux pour les amener à découvrir les plans des uns et des autres. Il a salué la vision et l'engagement du chef de l'Etat et son gouvernement pour la promotion de la décentralisation au Togo, notamment à travers la création de l'ANFCT en vue de mieux outiller les collectivités territoriales.

Pour sa part, le maire de Blitta 1, Dazimwaï Yao Bassambadi a évoqué les difficultés que les élus locaux rencontrent dans la gestion des communes depuis la communalisation intégrale au Togo. Il a estimé que cet atelier vient à point nommé résoudre une partie de ces difficultés : « La gestion des projets et la mobilisation des ressources sont des éléments clés pour assurer le développement des communes et répondre aux besoins des concitoyens », a-t-il expliqué.

ATOP/SF/TJ

#### KLOTO/EXAMEN DU CEPD 2023-2024 :

### **16 447 CANDIDATS DES PLATEAUX-OUEST A LA CONQUETE DE LEUR PREMIER DIPLOME**

**Kpalimé, 18 juin (ATOP) – 16.447** élèves dont 7.867 filles du Cours moyens deuxième année (CM2) ont démarré, le mardi 18 juin les épreuves du Certificat d'études du premier degré (CEPD) dans les différents centres d'écrit d'examen dans la région éducative des Plateaux-ouest.

**Dans le Kloto**, le préfet Assan Koku Bertin, accompagné du directeur de la région éducative des Plateaux-ouest, Alpha Kao Mollah, des chefs des inspections de l'éducation du Préscolaire et du Primaire (IEPP) de Kloto Nord et de Kloto Sud ont visité les centres d'écrit de l'Ecole centrale, d'Agoèkondzi, de d'Agomé-Kpodji et de Lavié pour s'assurer du bon déroulement des



*Les élèves très concentrés dans Kloto*

épreuves. Les candidats sont au total 4.904 candidats dont 2.400 filles à composer dans les 31 centres d'écrit.

**Dans le Kpélé**, la cheffe d'inspection, Mme Paka Afi a effectué une tournée dans les centres d'écrit pour s'assurer du bon déroulement des épreuves de l'examen. Les postulants sont 2527 dont 1218 filles à composer dans 15 centres d'écrit.

**A Danyi**, les candidats sont 1001 dont 469 filles à composer dans 10 centres d'écrit. Pour constater l'effectivité du bon déroulement des épreuves, le préfet de Danyi Folly Kuevi Kokoo, accompagné du chef d'inspection, Doh Komi Essénam, les maires de Danyi et le commissaire ont visité les différents centres d'écrit.

**Dans l'Akébou**, ils sont 2096 candidats dont 1214 filles à composer dans 19 centres d'écrit.

**Dans le Wawa**, ils sont 3300 candidats dont 1589 filles dans 36 centres d'écrit.

**A Agou**, le préfet d'Agou, Ali Mouzou et le chef d'inspection, Miyanou Togbé ont visité les différents centres d'écrit pour constater le démarrage effectif du CEPD. Les candidats sont 2619 dont 1214 filles à composer dans les 19 centres d'écrit.

Les représentants du pouvoir central se sont réjouis du bon déroulement des épreuves et remercié les autorités du pays. Les préfets ont exhorté les candidats à bien travailler pour donner de meilleurs résultats.

Le directeur régional de l'Education des Plateaux-ouest, Alpha Kao Mollah a salué le bon démarrage de l'examen du CEPD. « Tout se passe bien, les élèves composent bien, les surveillants sont là, les conditions sont réunies pour que les élèves produisent un bon résultat. J'ai trouvé les enfants sereins », a déclaré M. Alpha Kao. Il a remercié tous ceux qui ont contribué à instaurer cette atmosphère de confiance mutuelle et de paix sans lesquelles rien n'est possible, notamment le chef de l'Etat, le chef de gouvernement et tous ceux qui luttent chaque jour pour que la paix soit pérenne dans le pays. ATOP/AYH/FD

## TONE/ TOXICITE DES PESTICIDES ET LA LECTURE DES ETIQUETTES SUR LES BOITES :

### **DES PROFESSIONNELS DES MEDIAS ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DES SAVANES SE FORMENT A TAMI**



*Professionnels de médias et officiels*

**Dapaong, 19 juin (ATOP)** – 25 professionnels des médias et 50 producteurs agricoles de la région des Savanes se forment du 17 au 19 juin à Tami (commune Tône 3) sur la toxicité des pesticides et la lecture des étiquettes sur les boîtes de pesticides.

La formation se déroule en deux sessions. La première, tenue le 17 juin a concerné les journalistes et la seconde, prévue du 18 au 19 regroupe les producteurs agricoles.

Initiée par le Réseau national des acteurs de l'agroécologie du Togo (ReNAAT), la formation se situe dans le cadre de la deuxième étape du projet "promotion des alternatives aux intrants chimiques" (PAIC 3e édition). Ledit projet a bénéficié de l'appui de l'Agence française de développement (AFD) et Terre et humanisme France.



L'objectif est de contribuer à la promotion des intrants organiques dans la production agricole pour fournir des aliments sains qui préservent la santé des consommateurs et de l'environnement.



*M. Bokodjin (en pagne) montre les différents pictogrammes aux producteurs*



*Des biopesticides et biofertilisants expliqués aux producteurs*

La formation est assurée par une équipe de formateurs dirigée par M. Kpatcha Kadjala, chef division à la direction de la protection des végétaux (DPV). Ils ont entretenu les journalistes sur des communications telles que la classification et dangers des produits phytosanitaires, la réglementation phytosanitaire sur les pesticides au Togo et l'utilisation rationnelle et sécuritaire des produits homologués. La finalité est d'amener les professionnels des médias à jouer leur rôle qui est le déchiffrement des étiquettes des produits non homologués et le relai des messages sur les dangers des pesticides.

Quant aux producteurs agricoles, ils suivent deux communications à savoir : le cadre juridique de gestion des pesticides (les produits homologués et non homologués) et les impacts négatifs de l'utilisation de pesticides chimiques de synthèse sur les services écosystémiques (la toxicité des produits chimiques et leurs effets sur l'environnement, la santé humaine etc.).

L'intérêt est d'amener les producteurs agricoles à adopter les biopesticides, de les sensibiliser sur les différentes alternatives agroécologiques à l'utilisation des intrants chimiques. Il s'agit aussi de faire connaître les différents intrants organiques alternatifs disponibles aux producteurs et les former sur la production et l'utilisation des microorganismes efficaces.

Le maire de la commune Tône 3, Douiti Nanmoupa a témoigné sa reconnaissance au ReNAAT pour ses efforts en faveur des agriculteurs et de la population togolaise. Il a invité les participants à mettre en pratique les connaissances acquises pour une production et une alimentation saine garantissant une meilleure santé.

Le coordinateur de ReNAAT, Bokodjin Koami a souligné que : « Le Togo est un pays essentiellement agricole avec plus de 75% de sa population vivant en milieu rural caractérisé par une agriculture familiale. Cependant l'utilisation des produits chimiques de synthèse comme les herbicides et les fertilisants chimiques par les paysans prend de l'ampleur avec des conséquences sur la santé humaine, animale et sur l'environnement ». ATOP/ BBG/ GKM

#### TCHAOUDDJO/SOLIDARITE-TABASKI :

### **L'ABEA A DISTRIBUE DES VIANDES A PLUS DE 400 MENAGES DEMUNIS A SOKODE**

**Sokodé, 19 juin. (ATOP) –** L'association Action pour le bien-être et l'épanouissement des aveugles (ABEA) a distribué des viandes de bœufs à plus de 400 ménages nécessiteux, les 17 et 18 juin à Sokodé, pour la célébration de l'Aïd El-Kébir ou tabaski.

L'action de charité s'inscrit dans le cadre de son projet "Kurban Project Meat distribution 2024" ou "Projet de sacrifice". Elle est rendue possible grâce à l'appui financier de son partenaire allemand "Muslimehelfen".

L'œuvre caritative vise à soutenir les familles nécessiteuses avec la protéine animale pour qu'elles puissent fêter dans la paix et dans la joie. Plus de 400 familles démunies, réparties sur deux sites, ont bénéficié cette année à Sokodé, de la générosité de l'ABEA et son partenaire. Les bénéficiaires sont les veuves, les orphelins, les handicapés visuels, moteurs et auditifs, les jeunes chômeurs et les personnes âgées.



*Donateurs et bénéficiaires ensemble*

C'est depuis 2002 que l'ABEA a commencé cette distribution de viande durant la Tabaski qui rappelle l'acte de foi d'Ibrahim. Une œuvre caritative que l'association compte pérenniser. « C'est un plaisir et une joie pour nous de soutenir ces familles nécessiteuses et nous ferons tout pour que cette œuvre perdure », a promis son président, Dr Asmanou Bouraïma. Sur les deux sites de partage de viandes, l'équipe de distribution est accueillie par des bénéficiaires plus nombreux encore que l'an passé. Le président a saisi cette occasion pour convier d'autres bonnes volontés à se manifester pour la pérennisation de ce projet d'assistance aux personnes vulnérables et handicapées.

Les bénéficiaires ont témoigné leurs reconnaissances aux donateurs pour leur geste de solidarité envers eux. Ils ont supplié Allah de les combler de bénédictions.

En tout, 1000 ménages défavorisés ont reçu des colis de viande à Lomé, Sotouboua, Sokodé, Bafilo, Kara, Mango et Dapaong dans le cadre de cette opération qui a coûté environ 14.100.000 FCFA.

Créée depuis 2002, l'ABEA œuvre dans l'éducation, le parrainage et l'humanitaire. Elle assiste, notamment les couches vulnérables durant les fêtes musulmanes et en dehors. Elle dispose d'un Centre islamique pour l'éducation et la formation des personnes aveugles (CIEFA) à Kadambara, dans la préfecture de Tchaoudjo. ATOP/MEK/GKM

### EST-MONO/JOURNEE DE L'ENFANT AFRICAIN :

#### **LES PARENTS INVITES A PLUS DE RESPONSABILITES**



*Les enfants en prestation en présence des autorités*

La violation des droits humains, et exécuté par l'ONG Solidarité Active pour le Développement (SAD).

**Elavagnon, 19 juin (ATOP)** - La journée de l'enfant africain (JEA) observée chaque 16 juin, a été célébrée en différé le mardi 18 juin à Elavagnon dans la commune Est - Mono1, et à Morétan dans la commune Est-Mono2, sous le thème de l'année « l'éducation pour tous les enfants en Afrique : l'heure est venue ».

Cette célébration se situe dans le cadre de la mise en œuvre des projets cantonaux, financés par Plan International Togo qui lutte contre les discriminations et la

L'objectif est de renforcer tous les acteurs de l'éducation en particulier les parents, les leaders d'opinion et les enfants eux-mêmes à jouer convenablement leur rôle et responsabilité dans l'éducation des enfants.

Les responsables de l'ONG SAD de Elavagnon, Délali Hounogbé et celui de Morétan, Aboudoulaziz Agboba ont entretenu l'assistance sur les normes et pratiques néfastes à l'épanouissement des enfants et jeunes, surtout les filles et les handicapées. Ils ont invité les parents à prendre conscience de l'éducation des enfants sans distinction de sexe. Ceux-ci les ont exhortés à adopter de bons comportements envers les enfants, visant à les amener à faire de bons choix pour l'avenir. Cette bonne pratique permettra aux filles, d'après eux, de prendre le devant des activités.

Le directeur préfectoral de l'action sociale de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Bamana Lissagou a après avoir fait l'historique de cette célébration, a développé davantage le thème retenu cette année à travers les questions réponses. Il a invité chacun à plus de responsabilités.

Le maire de la commune Est-Mono1, Koffi Akaba a remercié les organisateurs de cette célébration. Il a conseillé les participants à être des modèles, afin de changer la société. Aux parents, il leurs a demandé de faire des efforts pour accompagner les enfants pour leur meilleur devenir.

L'ambiance a été entretenue par les enfants leaders de demain (LDD) à travers les sketches et les danses.

ATOP/VA/KYA

## NOUVELLES DE L'ETRANGER

### MALI:

#### **UNE ORGANISATION DE JOURNALISTES OUEST-AFRICAINS DEMANDE LA LIBERATION DE LEUR CONFRERE YERI BOCOUM**

**BAMAKO, (AFP)** - Au Mali, cela fait plus de dix jours que l'on est sans nouvelles du journaliste Yeri Bocoum. Promoteur de la web-TV YBC, il a été enlevé le 8 juin dernier par des hommes en civil après avoir couvert, la veille, une manifestation d'opposants aux autorités de transition. Ses proches n'ont eu aucun contact avec lui depuis. L'Union des journalistes de la presse libre africaine (UJPLA) demande sa libération.

Selon les informations de RFI, Yeri Bocoum est détenu dans un lieu inconnu par les services maliens de la Sécurité d'État et son cas n'a pas été transmis à la Justice.

Noël Yao, président de l'Union des journalistes de la presse libre africaine (UJPLA), joint par David Baché de la rédaction Afrique, demande aux autorités maliennes de libérer le journaliste.

« L'UJPLA demande aux autorités du Mali de veiller à la libération prompt et rapide du journaliste Yeri Bocoum, qui est maintenu, détenu au secret. En tant qu'individu, en tant que journaliste, il n'y a pas de raison qu'il soit traité de la sorte. Donc, l'UJPLA demande sa libération afin qu'il retrouve sa famille, ses confrères et ses activités de journaliste, même si on lui reproche d'avoir couvert une manifestation de l'opposition », affirme Noël Yao.

« Il y a des instances ou des mécanismes de régulation. Ce n'est pas un procédant de cette manière que l'on peut garantir la liberté des journalistes de faire correctement leur travail. Le journaliste n'a pas besoin d'une autorisation pour aller couvrir une



manifestation, fut-elle interdite. Bien au contraire, il a devoir d'aller comprendre ce qui s'y passe. » AFP

FRANCE:

## UNE DISSOLUTION QUI FAIT MAL A EMMANUEL MACRON

**FRANCE, (RFI)** - La dissolution n'en finit pas de provoquer des critiques contre Emmanuel Macron. Le chef de l'État doit assumer la déflagration provoquée par sa décision, à la fois auprès des Français et de son camp. Emmanuel Macron continue à assumer mais avec de plus en plus de difficultés.

Le président l'a redit ce mardi à l'occasion d'un déplacement sur l'Île de Sein pour la commémoration de l'appel du 18 juin : dissoudre l'Assemblée nationale c'était « la solution la plus lourde, la plus grave » mais aussi « la plus responsable ». Pas question pour le chef de l'État de manifester un regret ou de reconnaître une erreur. Au contraire à l'entendre, « sans dissolution, cela aurait été la chienlit ».

Mais si dix jours après son annonce choc, Emmanuel Macron est encore obligé de se justifier, c'est qu'il y a une raison. Cette dissolution est en train de lui exploser à la figure, à tel point que dans son camp, on juge contre-productif qu'il s'implique dans la campagne. Les plus hauts responsables de la majorité lui ont fait passer le message très vite. Un ex-député Renaissance résume la situation en une phrase : « On ne peut pas être celui qui dissout et celui qui dit : "Votez pour moi". » Il poursuit en expliquant comment se manifeste l'effet repoussoir du président : le signe le plus révélateur, c'est que sur les tracts de campagne, la question de mettre la photo d'Emmanuel Macron ne se pose même pas, personne n'en veut.

### Des conséquences lourdes pour le président

Au-delà du mécontentement exprimé par les Français contre Emmanuel Macron, comme le racontent les candidats Renaissance en campagne dont on mesurera l'importance lors du scrutin, c'est au sein même de la majorité qu'il va y avoir des conséquences politiques pour le président. Sacrifiés sans avoir été prévenus, les députés sortants sont remontés comme des pendules.

Ceux qui seront réélus considèrent qu'ils l'auront été cette fois-ci sur leur nom, pas grâce à Emmanuel Macron comme cela avait été le cas lors des précédentes élections législatives. Un candidat raconte que c'en est fini du côté « divin » du chef de l'État. Désormais, les députés de ce qu'il restera de la majorité seront plus « émancipés » par rapport au président. Il prévoit une évolution du groupe dans le sens de ce qui s'est passé chez Les Républicains après la défaite de Valérie Pécresse en 2022, souvent décrit comme un groupe « d'auto-entrepreneurs ».

### Emmanuel Macron a du mal à entendre le message

C'est ce que disent ceux qui lui ont parlé. Une responsable de Renaissance estime qu'il n'a pas « conscience du rejet » dont il fait l'objet et du risque de défaite lourde aux législatives. D'ailleurs, malgré les mises en garde sur son implication dans la campagne, le chef de l'État n'a pas pu se retenir hier mardi sur l'Île de Sein d'y faire une incursion pour tacler ses adversaires, le Rassemblement national bien sûr mais aussi le Nouveau Front populaire qui réunit les partis de gauche et représente un danger pour la majorité : « De l'autre côté, à l'extrême gauche, c'est quatre fois pire en termes de coût. Il n'y a plus de laïcité, ils reviennent sur les lois d'immigration qu'on a faites, qui permettent de réguler et qu'on doit maintenant mettre en œuvre. Il y a des choses complètement ubuesques comme aller changer de sexe en mairie. »

Immédiatement, cette déclaration sur le changement de sexe lui a valu des critiques de la part de la gauche. Jean-Luc Mélenchon a qualifié ces propos d'« indignes » et des

associations LGBT+ ont dit qu'elles étaient « choquées au vu du contexte actuel de transphobie ». Même dans son camp, l'ancien ministre Clément Beaune a pris ses distances, appelant « à rejeter toute stigmatisation dans le discours politique ». Des protestations qui ont obligé l'Élysée à déminer, rappelant le bilan « sociétal » du président.

Encore une polémique au plus mauvais moment qui pose une question : quelle conclusion en tirera Emmanuel Macron ? RFI

## ----- BRUITS DE BOTTES AU BURKINA FASO...

**OUAGADOUGOU, (RFI)** - « Que se passe-t-il au Burkina Faso ? », c'était le titre hier mardi de cette revue de presse. Aujourd'hui, le feuilleton se poursuit avec l'arrivée de troupes étrangères à Ouagadougou. En effet, selon les informations recoupées par RFI auprès de plusieurs sources sécuritaires de pays de l'Alliance des États du Sahel (Mali-Burkina-Niger), « 80 à 120 hommes, des militaires maliens et des mercenaires russes de Wagner désormais intégrés au "Corps africain" géré par les services extérieurs russes, sont arrivés ces derniers jours dans la capitale burkinabè. Leur mission : appuyer le président de transition, le capitaine Ibrahim Traoré, dont le pouvoir est présenté comme "vacillant". »

En effet, précise Le Monde Afrique, « ces derniers mois, plusieurs sources sécuritaires et humanitaires au Sahel rapportent que la "méthode Traoré", faite de disparitions forcées d'officiers jugés contestataires, de gestion clanique de l'appareil d'Etat et de multiplication des exactions à l'encontre des civils dans le cadre des opérations militaires antiterroristes, tout comme le déploiement des paramilitaires russes, cette méthode ne fait pas l'unanimité au sein de l'armée. »

Qui plus est, souligne encore Le Monde Afrique, « les atterrissages successifs sur le tarmac de l'aéroport de Ouagadougou d'un avion Iliouchine en provenance de Gao, ville du nord du Mali où les mercenaires russes sont également déployés, ont continué à alimenter le climat de tension et d'incertitudes. » Et « alors qu'une première salve d'une centaine de paramilitaires russes a déjà débarqué dans la capitale burkinabé fin janvier, plusieurs sources sécuritaires et humanitaires internationales craignent aujourd'hui que la junte ne cherche qu'à renforcer sa propre protection contre toute velléité de renversement au sein de la troupe. »

### TV5 Monde Afrique suspendu

Signe de crispation de la part des autorités militaires burkinabé : après plusieurs médias étrangers, dont RFI, la chaîne de télévision TV5 Monde Afrique a été suspendue pour 6 mois hier par le CSC, le Conseil supérieur de la communication. Le CSC qui reproche à la chaîne francophone, je cite, « des insinuations malveillantes, des propos tendancieux frisant la désinformation et des affirmations de nature à minimiser les efforts consentis par les autorités de la Transition, des Forces de défense et de sécurité et des populations dans l'élan de reconquête du territoire national. »

Le CSC, dont le communiqué est notamment repris par le site Lefaso.net, le CSC met en cause une édition du journal télévisé d'avant-hier lundi qui avait comme invité Newton Ahmed Barry, journaliste et ancien président de la commission électorale du Burkina Faso entre 2014 et 2021, et surtout critique du régime militaire actuellement au pouvoir.

### Démenti des militaires...

Pour sa part, le régime militaire burkinabé dément formellement les rumeurs sur les réseaux sociaux qui font cas « de mouvements d'humeur et de mutineries dans certaines casernes militaires. »

Le communiqué, largement repris par la presse burkinabé, notamment par les sites Burkina 24etWakatSéra, précise que « ces allégations visent à semer le doute, à créer la psychose dans l'opinion publique, et à démoraliser les troupes fortement engagées dans le combat de libération de notre peuple. »

Peu ou pas de commentaires dans la presse burkinabé qui reste très prudente... Pour le quotidien Aujourd'hui, il était temps que les autorités réagissent: « on a désormais une source officielle, celle sécuritaire, en l'occurrence de l'armée sur les informations véhiculées par divers canaux. Désormais, et sous réserve d'inventaire officiel ultérieur, on a au moins des bribes d'infos sur ces rumeurs, du moins un démenti. »

Et Aujourd'hui de s'interroger : « ce démenti de l'armée empêchera-t-il les différents trolls de donner toujours libre cours à certaines allégations ? En tout cas, tout ce qui s'est dit et qui a été entendu ces derniers jours mérite une communication appropriée et élaborée, que les Burkinabè attendent en rongant leur frein. Ils ont déjà cette "source" de l'armée. La première depuis ces gravissimes événements du 12 juin dernier. »

Le 12 juin dernier : allusion à l'explosion d'une roquette aux abords de la présidence à Ouagadougou. Une explosion qualifiée de simple « incident de tir » par la télévision nationale. Mais qui avait entraîné l'exfiltration du chef de la junte, le capitaine Traoré. RFI

## SPORTS

D2 :

### LE CDF HAKNOUR OFFICIELLEMENT CHAMPION

**Lomé (FTF)**-La 10ème et dernière journée des PlayOffs de la D2 togolaise s'est achevée sur de bonnes notes ce weekend. La 10ème journée a non seulement couronné les champions, mais a également marqué la promotion de l'ETOILE FILANTE et du CDF HAKNOUR vers la première division. Revenons sur les moments forts de cette ultime journée de compétition.

#### ETOILE FILANTE 0 VS 1 IFODJÈ

Lors de la 10ème et dernière journée des PlayOffs, l'ETOILE FILANTE n'a pas réussi à s'imposer face à IFODJÈ. L'unique but du match a été marqué par Eli Akwasa à la 59ème minute, offrant ainsi une victoire précieuse à IFODJÈ et une fin de saison difficile pour l'ETOILE FILANTE.

#### ARSENAL 3 – 0 AGAZA

ARSENAL a bénéficié d'une victoire par forfait contre AGAZA, qui ne s'est pas déplacé pour le match prévu à Kara. Cette victoire sur tapis vert ajoute trois buts et trois points à l'actif d'ARSENAL mais qui termine à la dernière place du classement final des PlayOffs.

#### ASFOSA 0 – 1 CDF HAKNOUR

En clôture de la 10ème journée, le CDF HAKNOUR s'est imposé à Ablogamé face à ASFOSA de Lomé. Olagoké Ayéna a marqué le seul but du match à la 12ème minute, permettant ainsi au CDF HAKNOUR de terminer la saison en beauté et de confirmer sa supériorité sur le terrain.

### CDF HAKNOUR, Champion de la D2

Officiellement champions, les académiciens du rocher bleu ont reçu leur trophée et leurs médailles de champion à l'issue de la 10ème journée. Le CDF HAKNOUR accède à la



première division avec un total de 25 points en 10 journées, résultant de 8 victoires, 1 match nul et 1 défaite, avec 25 buts marqués contre 10 encaissés. FTF

-----  
MMA:

**L'UFC S'OFFRE LE « DERBY AFRICAÏN » AVEC LE CHOC DU PLESSIS-ADESANYA**

**Perth (RFI)**-Le Sud-Africain Dricus du Plessis, récent champion du monde UFC, va faire face au Nigérian Israël Adesanya, ex-champion, pour une affiche qui était très attendue. Pour la première fois de l'histoire, deux Africains se feront face pour un titre de champion du monde à l'UFC, le 17 août à Perth en Australie.

À force de se chercher, il fallait bien qu'ils se (re) trouvent dans l'octogone. Dricus Du Plessis-Israël Adesanya, c'est l'histoire d'une rivalité partie de presque rien, mais bien montée en épingle par les deux combattants et qui va désormais être mise en scène et réalisée par l'UFC. Le filon de la rivalité entre deux Africains était trop tentant pour laisser passer cette belle opportunité.

Les fans saluaient à l'idée d'assister à la mise aux « poings » depuis que Du Plessis a lancé la première banderille. Le combattant sud-africain a en effet crié fort, en avril 2023, parlant de ses ambitions de titre, qu'il deviendrait « le premier champion africain à l'UFC ». Sorte de pique à peine déguisée aux champions Francis Ngannou, Kamaru Usman, mais surtout à Israël Adesanya, qui s'entraîne et vit hors de l'Afrique. Contrairement à lui, le natif de Pretoria, qui réside et s'entraîne toujours au pays des Springboks.

**ADESANYA : « MON FRÈRE SUD-AFRICAÏN... »**

Adesanya, né à Lagos, n'a pas tardé à réagir très vivement. Le Nigérian a d'abord promis à son homologue de « traîner sa carcasse dans toute l'Afrique du Sud » puis de le « tabasser jusqu'à ce qu'il devienne noir ». « *Je vais l'emmener à l'école de la cage et de l'histoire. Il crée de la division. Je n'ai jamais remis en question qu'il était africain, car il est né en Afrique. Mais qui est-il pour me dire qui je suis ?* »

Le script du combat commençait à s'écrire, la bande-annonce allait suivre en juillet 2023 lorsque Adesanya, spectateur lors de l'UFC290 où combattant Du Plessis s'est permis d'aller invectiver dans la cage son désormais meilleur ennemi qu'il a appelé « *mon frère sud-africain* ». « *Je ne suis pas ton frère(...)* Il paraît que tu es un Néo-zélandais », lui a répondu Du Plessis. Réplique d'Adesanya : « *Je n'ai pas besoin de test ADN* ». RFI

-----  
EURO 2024 :

**DES FRAPPES DE LOIN À GOGO, ENFIN !**

**Berlin (Maxifoot)**-Parti sur des bonnes bases, l'Euro en Allemagne a remis au goût du jour les frappes lointaines. Après 12 matchs, il y a déjà eu 11 buts marqués en dehors de la surface. De quoi améliorer sensiblement le spectacle.

La domination totale de l'Espagne entre 2008 et 2012 en a frustré plus d'un. D'abord parce qu'à force de gagner, la Roja a fini par avoir des « haters ». Mais aussi et surtout parce que le football de possession à outrance, qui a longtemps été à la mode, a presque fait disparaître un aspect du jeu trop souvent négligé : la frappe de loin.

**Déjà 11 buts en dehors de la surface**

Depuis 20 ans, on a eu droit à de sacrées pépites dans cet exercice. Torsten Frings (Costa Rica, 2006), Joe Cole (Suède, 2006), Maxi Rodriguez (Mexique, 2006), Zlatan Ibrahimovic (Grèce, 2008), Michael Ballack (Autriche, 2008), Diego Forlan (Afrique du Sud, Ghana, 2010), Sulley Muntari (Uruguay 2010), Giovanni van Bronckhorst (Pays-Bas, 2010), Tim Cahill (Pays-Bas, 2014), James Rodriguez (Uruguay, 2014), David Luiz

(Colombie, 2014), Paul Pogba (Suisse, 2021) ... Bien évidemment, d'autres buts ont fait lever les foules – notamment lors des trois dernières CAN – mais il y a eu une tendance à une baisse significative. Jusqu'à aujourd'hui.

Après 12 matchs, on a eu droit à... 11 buts en dehors de la surface. 11 buts sur 34, cela donne un ratio impressionnant de 32,4%. Florian Wirtz, Emre Can, Michel Aebischer, Nicolò Barella, Erik Janža, Nicolae Stanciu, Razvan Marin, Mert Müldür, Arda Güler, Kerem Artürkoglu, Lukas Provod, tous ont trouvé l'ouverture sur des frappes au-delà des 16,5 mètres. Une véritable prime au risque puisqu'en dehors de la dernière cité, aucun des joueurs n'a perdu sa première rencontre alors que l'Allemagne (2 buts), la Roumanie (2 buts) et la Turquie (3 buts) ont fait forte impression, en partie grâce à leur faculté à se montrer précis dans cet exercice.

### **Plus du simple au double par rapport à 2016 et 2021**

Par rapport aux précédentes éditions de l'Euro, ce tournoi en Allemagne part sur des bases complètement folles. C'est déjà plus de buts sur ces phases que sur l'ensemble de l'Euro 2012 avec seulement 7 buts sur 76 (9,2%). Sauf choix des joueurs de cesser de frapper de loin, les performances de 2016 et 2021 devraient être effacées sans problème. En France, on a assisté à 17 buts sur 108 à distance (15,4%). Lors du tournoi à travers le Vieux Continent, 19 buts sur 142 ont été inscrits de loin (13,4%). Une arme fatale un peu trop oubliée qui pourrait rendre bien des services aux équipes en lice dans les jours à venir. Maxifoot,

**Copyright, ATOP. Tous droits réservés**